

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1993/NGO/35  
18 février 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-neuvième session  
Point 27 de l'ordre du jour

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE TERRITOIRE DE L'EX-YOUGOSLAVIE

Exposé écrit présenté par Human Rights Advocates,  
organisation non gouvernementale dotée  
du statut consultatif (catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[12 février 1993]

## CRIMES CONTRE L'HUMANITE

1. L'expression "crimes contre l'humanité" a été employée à la présente session de la Commission des droits de l'homme, et fréquemment aussi pendant les quelque 90 jours qui ont précédé la session. Il a néanmoins été rarement débattu en public de la signification juridique de ces mots. Il semble au contraire que le concept fondamental (adopté par les comptes rendus des médias) ait été celui d'"atrocités".

2. Il est clair, certes, que des actes doivent être condamnés si "au moment où ils ont été commis, [ils] étaient tenus pour criminels, d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations". Voir article 15, paragraphe 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aussi son article 6, paragraphes 2 et 3, concernant le génocide.

3. Après la seconde guerre mondiale, le jugement du Tribunal militaire international de Nuremberg a été rendu conformément au statut de ce tribunal. Cependant, dans des affaires ultérieures relatives à d'innombrables criminels de guerre en Europe, le tribunal et les procédures ont eu un caractère plus national qu'international. En vertu du traité conclu entre les quatre puissances, les juges nationaux étaient habilités à appliquer le droit international, mais chaque juridiction servait son propre Etat.

4. Ce droit international (le document intitulé Allied Control Council Law No. 10, signé le 20 décembre 1946) couvrait plus que des atrocités. Le mandat soigneusement libellé mettait hors-la-loi les "atrocités et infractions". Quelles étaient ces infractions ? Deux types de méfaits étaient définis : "des actes inhumains commis contre une population civile" et "des persécutions fondées sur des motifs politiques, sociaux ou religieux ...". Le document ne contenait pas de définition des persécutions mais l'expression "actes inhumains" visait expressément (sans que l'énumération soit limitative) le meurtre, l'extermination, l'asservissement, la déportation, l'emprisonnement, la torture et le viol - chacun de ces faits étant naturellement limité par l'expression "commis contre une population civile".

5. Les infractions ainsi décrites intéressent-elles seulement le droit pénal ? Assurément non. Des milliers de nazis et autres auteurs de graves violations commises pendant la seconde guerre mondiale ont subi des condamnations civiles, au lieu ou en plus d'une sanction pénale. De plus, des millions de victimes ont obtenu des mesures de restitution, réhabilitation, réparation, etc., fondées sur les définitions contenues dans le document Allied Control Council Law No. 10, mais qui étaient fixées conformément à des traditions de droit civil et non pénal.

6. Aux fins du débat, les lecteurs pourraient consulter l'ouvrage du professeur David Caron "Introductory Note to United Nations Compensation Commission Report with Decisions of the Governing Council" (1992) XXXI I.L.M. No 5, septembre 1992, p. 1009 à 1017; également van Boven et al. (eds), Seminar on the Right to Restitution, Compensation and Rehabilitation for Victims of Gross Violations of Human Rights and Fundamental Freedoms (1992); cf. "Redress for Gulf War Violations of Human Rights" (1992) 20 Denver J. of Int. L. & Pol. 213.